

Rapport financier 2011

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

Code géographique : 20005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Langlois, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date 2012-02-21 Signature _____

Dernière modification : 2012-03-27 16:25:36

Réservé au ministère

2 430 013	1 491 696	551 019	,544
-----------	-----------	---------	------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	15
Charges par objets	16
État des résultats	17
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État de la situation financière	19
État des flux de trésorerie	20
Notes complémentaires aux états financiers	21
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	22
Avantages sociaux futurs	23
Endettement total net à long terme	24
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	25
Analyse des charges	26

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2011 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de la dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Les prévisions des revenus et des charges ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques; conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ces prévisions.

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur permis no 7474

DATE 2012-02-21

Dernière modification : 2012-03-27 16:25:36

Réservé au ministère

2 430 013	1 491 696	551 019	0,544
-----------	-----------	---------	-------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2012-03-27 16:25:36

Réservé au ministère

2 430 013	1 491 696	551 019	0,544
-----------	-----------	---------	-------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1 550 743	553 688		553 688	530 811
Paiements tenant lieu de taxes	2 9 785	10 049		10 049	9 849
Quotes-parts	3				
Transferts	4 16 500	16 500		16 500	12 509
Services rendus	5 19 000	576 259		576 259	18 403
Imposition de droits	6 12 400	76 014		76 014	42 717
Amendes et pénalités	7 1 000	971		971	1 324
Intérêts	8 4 500	9 843		9 843	8 946
Autres revenus	9 500	15		15	2 152
	10 614 428	1 243 339		1 243 339	626 711
Investissement					
Taxes	11				
Quotes-parts	12				
Transferts	13	1 435 144		1 435 144	56 440
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	14	13 343		13 343	
Autres	15				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16				
	17 1 448 487	1 448 487		1 448 487	56 440
	18 614 428	2 691 826		2 691 826	683 151
Charges					
Administration générale	19 328 001	327 173	5 892	333 065	302 813
Sécurité publique	20 152 154	152 495	3 145	155 640	148 209
Transport	21 79 300	612 636	6 665	619 301	65 014
Hygiène du milieu	22 70 100	67 656		67 656	67 172
Santé et bien-être	23				
Aménagement, urbanisme et développement	24 3 750	3 280		3 280	3 312
Loisirs et culture	25 43 105	16 915	4 273	21 188	20 958
Réseau d'électricité	26				
Frais de financement	27				
Amortissement des immobilisations	28 19 975	19 975	(19 975)		
	29 696 385	1 200 130		1 200 130	607 478
	30 (81 957)	1 491 696		1 491 696	75 673
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(81 957)	1 491 696	75 673
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	1 448 487)	(56 440)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(81 957)	43 209	19 233
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	19 975	19 975	19 619
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur	7			
	8	19 975	19 975	19 619
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 ()))
	18			
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	)	( 37 397)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	66 482	66 482	66 923
Réserves financières et fonds réservés	22		(4 509)	(4 507)
Montant à pourvoir dans le futur	23			
Financement des investissements en cours	24			
	25	66 482	61 973	25 019
	26	86 457	81 948	44 638
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 500	125 157	63 871

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		1 448 487	56 440
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)(	20 831)	(862)
Sécurité publique	3 ()())
Transport	4 (	)(	12 900)	(8 840)
Hygiène du milieu	5 (	)(	1 628 481)	(76 674)
Santé et bien-être	6 ()())
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()())
Loisirs et culture	8 (	)(	50 287)	(7 461)
Réseau d'électricité	9 ()())
	10 (	)(	1 712 499)	(93 837)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()())
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()())
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		89 200	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14			37 397
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		35 734	
	18		35 734	37 397
	19		(1 587 565)	(56 440)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(139 078)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	117 170	113 228	92 918
Charges sociales	2	19 678	18 437	13 335
Biens et services	3	290 770	880 035	311 798
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4			
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	244 292	166 185	161 358
Autres	10			
Autres organismes	11		2 270	6 000
Amortissement des immobilisations	12	19 975	19 975	19 619
Autres				
-	13	4 500		2 450
-	14			
-	15			
	16	696 385	1 200 130	607 478

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Revenus				
Taxes	1	556 743	553 688	530 811
Paiements tenant lieu de taxes	2	3 785	10 049	9 849
Quotes-parts	3			
Transferts	4	16 500	1 451 644	68 949
Services rendus	5	19 000	576 259	18 403
Imposition de droits	6	12 400	76 014	42 717
Amendes et pénalités	7	1 000	971	1 324
Intérêts	8	4 500	9 843	8 946
Autres revenus	9	500	13 358	2 152
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	614 428	2 691 826	683 151
Charges				
Administration générale	12	331 466	333 065	302 813
Sécurité publique	13	155 299	155 640	148 209
Transport	14	85 965	619 301	65 014
Hygiène du milieu	15	70 100	67 656	67 172
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	3 750	3 280	3 312
Loisirs et culture	18	49 805	21 188	20 958
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20			
	21	696 385	1 200 130	607 478
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(81 957)	1 491 696	75 673
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		938 317	862 644
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		938 317	862 644
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 430 013	938 317

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(81 957)	1 491 696	75 673
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	1 712 499 ) (	93 837)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	19 975	19 975	19 619
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur	6			
	7	19 975	(1 692 524)	(74 218)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(61 982)	(200 828)	1 455
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		251 791	250 336
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		251 791	250 336
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		50 963	251 791

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	131 039	
Placements temporaires	2	90 907	167 132
Débiteurs (note 5)	3	1 546 303	112 445
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 768 249	279 577
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		12 332
Emprunts temporaires	11	196 100	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	181 886	11 794
Revenus reportés (note 11)	13		3 660
Dette à long terme (note 12)	14	1 339 300	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	1 717 286	27 786
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	50 963	251 791
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	2 379 050	686 526
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 15)	21		
	22	2 379 050	686 526
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	2 430 013	938 317
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 491 696	75 673
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	19 975	19 619
Autres			
-	3		
-	4		
	5	1 511 671	95 292
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 433 858)	(57 247)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	170 092	(1 854)
Revenus reportés	9	(3 660)	(8 468)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	244 245	27 723
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 712 499)	(93 837)
Produit de cession	16		
	17	(1 712 499)	(93 837)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	76 225	20 493
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	76 225	20 493
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	1 339 300	
Remboursement de la dette à long terme	24	()	()
Variation nette des emprunts temporaires	25	196 100	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 535 400	
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	143 371	(45 621)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(12 332)	33 289
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	131 039	(12 332)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable et partenariat**

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard où elles sont réglées.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S.O.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2,50 % et 5,00 %
Bâtiment	2,50 %
Ameublement et équipement de bureau	10,00 % et 20,00 %
Machinerie et équipements	5,00 %

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

F) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

G) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses afférentes. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour contestation d'évaluation, provision pour mauvaises créances, provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	90 905	92 132
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	33 996	46 832
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 291 366	40 424
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Ristourne TPS	9	153 725	11 838
- Droits de mutation int. et aut	10	67 216	13 351
	11	1 546 303	112 445
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 250 100	
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 250 100	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 3 634	1 825
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 1 677	1 020
	33 5 311	2 845

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 5 909	10 311
Salaires et avantages sociaux	38 2 109	1 263
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Frais courus	42 220	220
- Retenue sur contrat	43 173 648	
-	44	
-	45	
-	46	
	47 181 886	11 794

Note

11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	
Autres		
-	50	3 660
-	51	
	52	3 660

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

					2011	2010
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,09	3,09	2031	2031	53	1 339 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					54	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	
Organismes municipaux					56	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57	
Autres					58	
					59	1 339 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	() ()
					61	1 339 300

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2011		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2012	62	70	48 100	78	87	95	48 100
2013	63	71	49 700	79	88	96	49 700
2014	64	72	51 300	80	89	97	51 300
2015	65	73	53 200	81	90	98	53 200
2016	66	74	54 800	82	91	99	54 800
2017 et +	67	75	1 082 200	83	92	100	1 082 200
	68	76	1 339 300	84	93	101	1 339 300
Intérêts et frais accessoires			85	()		102	()
	69	77	1 339 300	86	94	103	1 339 300

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104		132		159		186	
Eaux usées	105		133	1 687 668	160	(190 039)	187	1 877 707
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	420 825	134		161		188	420 825
Autres	107		135		162		189	
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	119 723	137	20 831	164		191	140 554
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111		139		166		193	
Ameublement et équipement de bureau	112	46 790	140		167		194	46 790
Machinerie, outillage et équipement divers	113	40 472	141	4 000	168		195	44 472
Terrains	114	34 454	142		169		196	34 454
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>662 264</u>	144	<u>1 712 499</u>	171	<u>(190 039)</u>	198	<u>2 564 802</u>
Immobilisations en cours	117	<u>195 946</u>	145		172	<u>190 039</u>	199	<u>5 907</u>
	118	<u>858 210</u>	146	<u>1 712 499</u>	173		200	<u>2 570 709</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174		201	
Eaux usées	120		148		175		202	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	94 226	149	10 673	176		203	104 899
Autres	122		150		177		204	
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	34 765	152	3 158	179		206	37 923
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126		154		181		208	
Ameublement et équipement de bureau	127	26 825	155	3 282	182		209	30 107
Machinerie, outillage et équipement divers	128	15 868	156	2 862	183		210	18 730
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>171 684</u>	158	<u>19 975</u>	185		212	<u>191 659</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>686 526</u>					213	<u>2 379 050</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	
Note		
15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	230	
Frais reportés		
-	231	
-	232	
	233	
Note		
16. Obligations contractuelles		
La Municipalité s'est engagée par contrats de déneigement jusqu'en 2013. Le solde des engagements au 31 décembre 2011 s'établit à 76 410 \$. De plus la Municipalité s'est également engagée par bail pour la location d'un photocopieur jusqu'en 2015 et le solde de cet engagement est de 6 402\$.		
17. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
S.O.		
b) Auto-assurance		
S.O.		
c) Poursuites		
S.O.		
d) Autres		
RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE		
La Municipalité est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, des obligations de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 127 467	93 179
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 151 774	158 612
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4 (139 078)	
Investissement net dans les éléments à long terme	5 2 289 850	686 526
	6 2 430 013	938 317

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Équilibre budgétaire	7 60 869	66 480	
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
	16 60 869	66 480	
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés			
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Réserves financières			
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	27 88 120	89 354	
Fonds parcs et terrains de jeux	28 2 785	2 778	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29		
Société québécoise d'assainissement des eaux	30		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31		
Fonds d'amortissement	32		
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38 90 905	92 132	
	39 151 774	158 612	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Autres		
-	48 () (
-	49 () (
	50 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	
Investissements à financer	52 (	139 078) (
	53	(139 078)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54	2 379 050
Propriétés destinées à la revente	55	686 526
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59	2 379 050
		686 526
Éléments de passif		
Dette à long terme	60	1 339 300
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (	1 250 100) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () (
	64	89 200
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66	89 200
	67	2 289 850
		686 526

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2011	2010
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2011	2010
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la municipalité participent à un régime de cotisation déterminée avec les employés de la Municipalité régionale de comté et des autres municipalités locales participantes de l'Île d'Orléans. Ce régime de retraite est un régime entièrement capitalisé et non assuré.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>3 634</u>	<u>1 825</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2011	2010
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2011	2010
Cotisations des élus au RREM 95	496	302
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	1 677	1 020
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	1 677	1 020
	1 677	1 020

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	1 339 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	139 078
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 250 100
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
-	11	
-	12	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	228 278
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
Endettement net à long terme	15	228 278
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	24 865
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	253 143
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	253 143
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	476 928	479 453	461 623
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	476 928	479 453	461 623
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	70 000	67 751	63 940
Autres				
-Taxe déneigement (ch du Quai)	14	2 975	2 975	1 838
-Compensation - Roulottes	15	840	840	960
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		2 669	2 450
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	73 815	74 235	69 188
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	73 815	74 235	69 188
	26	550 743	553 688	530 811

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39	3 700	3 702
	40	3 700	3 702
	41	3 700	3 702
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	85	97
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	85	97
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	6 000	6 250
	51	6 000	6 250
	52	9 785	10 049

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	13 150	
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	8 900	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	1 399 903	56 440
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	13 191	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	1 435 144	56 440

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	16 500	16 500	12 509
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	16 500	16 500	12 509
TOTAL DES TRANSFERTS	140	16 500	1 451 644	68 949

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	14 500	12 982	13 676
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185		559 448	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			3 227
Autres	190	3 000	2 329	
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	1 500	1 500	1 500
Réseau d'électricité	195			
	196	19 000	576 259	18 403
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	19 000	576 259	18 403
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	2 400	1 603	2 095
Droits de mutation immobilière	199	10 000	73 028	40 622
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201		1 383	
	202	12 400	76 014	42 717
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 000	971	1 324
INTÉRÊTS	204	4 500	9 843	8 946
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	500	13 358	2 152
	212	500	13 358	2 152

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	44 360	38 105	38 105	32 368
Application de la loi	2	79 733	79 266	79 266	73 324
Gestion financière et administrative	3	112 138	111 382	5 892	103 146
Greffé	4	200	5 207	5 207	84
Évaluation	5	16 400	19 440	19 440	24 424
Gestion du personnel	6				
Autres	7	75 170	73 773	73 773	69 467
	8	328 001	327 173	5 892	302 813
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	100 279	100 160	100 160	100 194
Sécurité incendie	10	51 195	52 210	3 145	47 405
Sécurité civile	11	180	125	125	545
Autres	12	500			65
	13	152 154	152 495	3 145	148 209
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voie municipale	14	30 000	565 331	6 665	15 399
Enlèvement de la neige	15	33 700	33 563	33 563	29 868
Éclairage des rues	16	12 700	11 268	11 268	9 983
Circulation et stationnement	17	500			859
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 400	2 474	2 474	2 240
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	79 300	612 636	6 665	6 665
					65 014
				619 301	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	
				Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25		77	77	2 068
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	70 000	67 579	67 579	63 610
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29		100		
Tri et conditionnement	30				1 494
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	70 100	67 656	67 656	67 172
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	500			
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47		3 109	3 109	3 150
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	3 250	171	171	162
	52	3 750	3 280	3 280	3 312

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	4 250	2 065	2 065	2 564
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	4 000	3 140	3 140	3 411
Parcs et terrains de jeux	56	9 120	5 943	5 943	2 614
Parcs régionaux	57	1 000	931	931	855
Expositions et foires	58		457	4 273	4 730
Autres	59		12 536	4 273	16 809
60	18 370				
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	4 300	4 379	4 379	4 198
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64	20 435			
Autres	65				
66	24 735	4 379		4 379	4 198
67	43 105	16 915	4 273	21 188	20 958
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69				
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73				
74	19 975	19 975	19 975	19 975	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de Municipalité de St-François-de-l'Île-d'Orléans. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Municipalité de St-François-de-l'Île-d'Orléans a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL****Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette
SENCRL
Comptables agréés

CA auditeur permis no 7474

DATE 2012-02-21

Dernière modification avant dépôt : 2012-03-27 16:25:36

Dernière modification : 2012-03-27 16:25:36

Réservé au ministère

2 430 013	1 491 696	551 019	0,544
-----------	-----------	---------	-------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		553 688
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		553 688

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	553 688
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>553 688</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	2 669	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>2 669</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>551 019</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1	100 845 911
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2	101 750 080
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	101 297 996

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	551 019
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	101 297 996
Taux global de taxation réel de 2011	6	[] [] , [5 | 4 | 4 | 0] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011	Réalizations 2011	Réalizations 2010
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 628 482	76 674
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 900	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	50 287	
Autres infrastructures	11		8 840
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	20 830	7 461
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		862
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 000	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 712 499	93 837

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 628 482	76 674
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31	1 628 482	76 674

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1		1 339 300		1 339 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7		1 339 300		1 339 300
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10		71 360		71 360
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11		17 840		17 840
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13		89 200		89 200
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14		1 250 100		1 250 100
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18		1 250 100		1 250 100
Prêts	19				
	20		1 250 100		1 250 100
	21		1 339 300		1 339 300
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23		1 339 300		1 339 300

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale				
Application de la loi	1	79 233		
Évaluation	2	16 300	19 380	24 424
Autres	3		79 226	73 324
Sécurité publique				
Police	4	100 279		
Sécurité incendie	5	46 000		
Sécurité civile	6	80		
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 400		
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12		67 579	63 610
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	244 292	166 185	161 358

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1	40,00	***	***	***
Professionnels	2		***	***	***
Cols blancs	3	10,50	***	***	***
Cols bleus	4	37,00	***	***	***
Policiers	5		***	***	***
Pompiers	6		***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		***	***	***
Élus	8 9	3,10 7,00	*** ***	2 830	34 344
	10	10,10	***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11		
Réseau de distribution de l'eau potable	12		
Traitement des eaux usées	13		
Réseaux d'égout	14		
	1 399 303		1 399 303

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale										
Application de la loi	1	79 266	27	53	79 266	79		105	79 266	131
Évaluation	2	19 440	28	54	19 440	80		106	19 440	132
Autres	3	228 467	29	55	234 359	81	12 982	107	221 377	133
	4	327 173	30	56	333 065	82		108	320 083	134
Sécurité publique										
Police	5	100 160	31	57	100 160	83		109	100 160	135
Sécurité incendie	6	52 210	32	58	55 355	84		110	55 355	136
Sécurité civile	7	125	33	59	125	85		111	125	137
Autres	8		34	60		86		112		138
	9	152 495	35	61	155 640	87		113	155 640	139
Transport										
Réseau routier										
Voie municipale	10	565 331	36	62	571 996	88	559 448	114	12 548	140
Enlèvement de la neige	11	33 563	37	63	33 563	89		115	33 563	141
Autres	12	11 268	38	64	11 268	90	2 329	116	8 939	142
Transport collectif	13	2 474	39	65	2 474	91		117	2 474	143
Autres	14		40	66		92		118		144
	15	612 636	41	67	619 301	93		119	57 524	145
Hygiène du milieu										
Eau et égout										
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42	68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43	69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44	70		96		122		148
Réseaux d'égout	19	77	45	71	77	97		123	77	149
Matières résiduelles										
Déchets domestiques et assimilés	20	67 579	46	72	67 579	98		124	67 579	150
Matières recyclables	21		47	73		99		125		151
Autres	22		48	74		100		126		152
Cours d'eau	23		49	75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50	76		102		128		154
Autres	25		51	77		103		129		155
	26	67 656	52	78	67 656	104		130	67 656	156

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157		172	187	202			217		232
Sécurité du revenu	158		173	188	203			218		233
Autres	159		174	189	204			219		234
	160		175	190	205			220		235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161		176	191	206			221		236
Rénovation urbaine	162	3 109	177	192	3 109	207		222	3 109	237
Promotion et développement économique	163		178	193	208			223		238
Autres	164	171	179	194	171	209		224	171	239
	165	3 280	180	195	3 280	210		225	3 280	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	12 536	181	196	16 809	211	1 500	226	15 309	241
Activités culturelles	167	4 379	182	197	4 379	212		227	4 379	242
Bibliothèques	168		183	198		213		228		243
Autres	169	16 915	184	199	21 188	214	1 500	229	19 688	244
	170		185	200	215			230		245
Réseau d'électricité										
	171	1 180 155	186	19 975	201	216	576 259	231	623 871	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 712 499	93 837
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 712 499	93 837

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	93 179	75 433
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	93 179	75 433
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	125 157	63 871
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(60 869)	(46 125)
Réserves financières et fonds réservés	8	(30 000)	
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	34 288	17 746
Solde à la fin de l'exercice	12	127 467	93 179
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	66 480	87 278
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	66 480	87 278
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(66 482)	(66 923)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	60 869	46 125
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(5 613)	(20 798)
Solde à la fin de l'exercice	22	60 867	66 480
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	92 132	87 625
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	92 132	87 625
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 509	4 507
Activités d'investissement	27	(35 734)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	30 000	
Financement des investissements en cours	29		
	30	(1 225)	4 507
Solde à la fin de l'exercice	31	90 907	92 132

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ()	()
Autres	40 ()	()
	41 ()	()
Diminution de l'exercice		
	42	
	43	
Solde à la fin de l'exercice	44 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45	
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	(139 078)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52	
	53	(139 078)
Solde à la fin de l'exercice	54	(139 078)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55	686 526
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57	686 526
Variation de l'exercice	58	1 603 324
	59	74 218
Solde à la fin de l'exercice	59	2 289 850
		686 526

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>100 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>011-095</u>	2 30 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>130 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>130 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [4 | 7 | 5 | 0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

	Par unité de logement
Eau	1 [] [] [] [] , [] [] \$
Égout	2 [] [] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3 [] [] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4 [] [] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5 [1 | 5 | 3] , [0 | 0] \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6 [] [] , [] [] [] [] %
---	----------------------------------

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Déneigement secteur	138,3700	4	
Ordures camping	2 500,0000	4	
Ordures ébénisterie	275,0000	4	
Ordures épicerie	555,0000	4	
Ordures restaurant	500,0000	4	
Ordures ferme	165,0000	4	
Ordures garage	390,0000	4	
Ordures roulottes	100,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	39 872 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	425	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 337, chemin Royal
 (no) (rue)
Saint-François-de-l'île-d'orléans G0A 3S0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 829-3100
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@msfio.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Langlois

Téléphone (418) 829-3100
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel m.langlois@msfio.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 200-3075, Chemin des Qutres Bourgeois
 (no) (rue)
Québec, Québec G1W 5C4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 653-4431
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 656-0800
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier Alin Martineau, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2013

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2011

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1

2

3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2013 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2012-03-27 16:25:36

Dernière modification : 2012-03-27 16:25:36

Réservé au ministère

2 430 013

1 491 696

551 019

0,544

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 491 696 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 551 019 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2012-03-27 16:25:36

Dernière modification : 2012-03-27 16:25:36

Réservé au ministère

2 430 013	1 491 696	551 019	0,544
-----------	-----------	---------	-------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	614 428	1 243 339	626 711
Investissement	2		1 448 487	56 440
	3	614 428	2 691 826	683 151
Charges	4	696 385	1 200 130	607 478
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(81 957)	1 491 696	75 673
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	1 448 487 ) (	56 440)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(81 957)	43 209	19 233
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	19 975	19 975	19 619
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 () () ()
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	) (	37 397)
Excédent (déficit) accumulé	12	66 482	61 973	62 416
Autres éléments de conciliation	13			
	14	86 457	81 948	44 638
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 500	125 157	63 871

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 546 303	112 445
Autres	2	221 946	167 132
	3	1 768 249	279 577
Passifs			
Dette à long terme	4	1 339 300	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	377 986	27 786
	7	1 717 286	27 786
Actifs financiers nets (dette nette)	8	50 963	251 791
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	2 379 050	686 526
Autres	10		
	11	2 379 050	686 526
Excédent (déficit) accumulé	12	2 430 013	938 317

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	127 467	93 179
Excédent de fonctionnement affecté			
- Équilibre budgétaire	14	60 869	66 480
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	60 869	66 480
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	90 905	92 132
Montant à pourvoir dans le futur	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27	(139 078)	
Investissement net dans les éléments à long terme	28	2 289 850	686 526
	29	2 430 013	938 317

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011		2010
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	550 743	553 688	530 811
Paievements tenant lieu de taxes	2	9 785	10 049	9 849
Quotes-parts	3			
Transferts	4	16 500	16 500	12 509
Services rendus	5	19 000	576 259	18 403
Autres	6	18 400	86 843	55 139
	7	614 428	1 243 339	626 711
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		1 435 144	56 440
Autres	11		13 343	
	12		1 448 487	56 440
	13	614 428	2 691 826	683 151

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Budget 2011		Réalizations 2011		Réalizations 2010
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	16 400	19 440	19 440	24 424
Autres	2	3 11 601	307 733	313 625	278 389
Sécurité publique					
Police	3	100 279	100 160	100 160	100 194
Sécurité incendie	4	51 195	52 210	55 355	47 405
Autres	5	680	125	125	610
Transport					
Réseau routier	6	76 900	610 162	616 827	56 109
Transport collectif	7	2 400	2 474	2 474	2 240
Autres	8				6 665
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9		77	77	2 068
Matières résiduelles	10	70 100	67 579	67 579	65 104
Autres	11				
Santé et bien-être	12				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	500			
Promotion et développement économique	14				
Autres	15	3 250	3 280	3 280	3 312
Loisirs et culture	16	43 105	16 915	21 188	20 958
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18				
Amortissement des immobilisations	19	19 975	19 975 (	19 975)	
	20	696 385	1 200 130	1 200 130	607 478

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3